



ARRÊTÉ N°058/2023

Permission de voirie
10 rue de Maule
78870 BAILLY

Le Maire de la Commune de BAILLY,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L2122-24 à L2122-28, L2212-2 et L.2213-1 à L.2213-6.1 ;

VU le Code de la Route, et notamment les articles L325-1 à L325-3, L362-1, R411-24 et R417-10 ;

VU le Code pénal et notamment son article R610-5 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure article L.511-1 ;

VU la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU l'arrêté interministériel du 22 mai 1989 relatif à la signalisation routière ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'autoriser l'installation d'un échafaudage ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à assurer le respect des mesures de sécurité et d'hygiène du chantier ;

ARRETE

ARTICLE 1- Du 22 mai au 20 juillet 2023, la société SLB Bâtiment domiciliée 44 rue des Mures, 92160 Antony, est autorisée à occuper le domaine public au niveau du 10 rue de Maule pour l'installation d'un échafaudage.

A charge pour elle de se conformer aux dispositions prescrites par les textes susvisés et aux conditions spéciales suivantes, sa responsabilité étant engagée en cas de manquement à ses obligations :

- Mettre en place et maintenir la signalisation réglementaire du chantier de jour et de nuit ;
- Si la continuité du cheminement piéton ne peut être maintenue, mettre en place le dispositif nécessaire pour permettre aux piétons de circuler en sécurité (passage sécurisé le long de l'échafaudage, traversée de chaussée...) ;
- En cas d'aménagement d'un passage sécurisé pour piétons, celui-ci devra obligatoirement avoir une largeur de 1,40 m, libre de tout obstacle.

ARTICLE. 2- Les 4 places de stationnement situées devant le 10 rue de Maule en partie occupées par l'échafaudage seront interdites au stationnement pendant toute la durée des travaux.

ARTICLE 3- Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par l'entreprise chargée de la réalisation des travaux et sous sa responsabilité. Tout affichage sur les équipements publics (mâts d'éclairage, mobilier urbain, tronc d'arbres) reste strictement interdit. L'entreprise devra afficher l'arrêté sur son propre mobilier.

ARTICLE. 4- Charge à l'entreprise de fournir et mettre en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires au bon déroulement du chantier. En cas d'accident la responsabilité du demandeur pourra être engagée.

ARTICLE 5- Les contraventions au présent arrêté seront constatées et les contrevenants poursuivis conformément à la loi. Les véhicules en stationnement illicite seront considérés comme gênants et leur enlèvement pourra être demandé.

ARTICLE 6- Toutes les mesures nécessaires pour maintenir l'état de propreté des abords du chantier et nettoyer régulièrement la voie publique durant les travaux devront être prises. Dès l'achèvement du chantier les bénéficiaires de la présente autorisation sont tenus de réparer les éventuels dommages.

ARTICLE 7- Monsieur le Lieutenant de la Gendarmerie de Noisy le Roi, la Police Municipale de Bailly, et Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie de Bailly sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliations sont adressées à :

Versailles Grand Parc deplacements@agglovgp.fr et plaine@agglovgp.fr

M. le Lieutenant de la Gendarmerie de Noisy le Roi bta.noisy-le-roi@gendarmerie.interieur.gouv.fr

La Police municipale de Bailly police@mairie-bailly.fr

Le SDIS LOU.prevision@sdis78.fr

Société SLB Bâtiment slbbatiment@hotmail.fr

Monsieur le Directeur des Services Techniques sebastien.mesnard@mairie-bailly.fr



Fait à Bailly, le 9 mai 2023

**Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint au Maire délégué aux Mobilités,
à la Voirie et aux Travaux,**


Denis PETITMENGIN